



**HAL**  
open science

## Le Fruit défendu.

Ronan Le Coadic

► **To cite this version:**

Ronan Le Coadic. Le Fruit défendu.: Force de l'identité culturelle bretonne et faiblesse de son expression politique.. Cahiers Internationaux de Sociologie, 2001, CXI, pp.319-339. halshs-00489969

**HAL Id: halshs-00489969**

**<https://shs.hal.science/halshs-00489969>**

Submitted on 8 Jun 2010

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## **Le fruit défendu**

### **Force de l'identité culturelle bretonne et faiblesse de son expression politique**

#### RESUME

Dans le contexte de renaissance régionale qui caractérise l'Europe d'aujourd'hui, la Bretagne se distingue par un fort contraste entre la vivacité de son dynamisme culturel et la déficience de son expression politique. Ceci peut s'expliquer par le fait que la singularité bretonne, longtemps dépréciée et refoulée, ne fait l'objet que d'une réévaluation progressive : si ses connotations négatives s'estompent dans le domaine culturel, il n'en est pas encore de même sur le plan politique, où elle demeure taboue face à un État central qui conserve un caractère en partie sacré. Divers indices, cependant, laissent penser qu'il n'est pas exclu que l'identité prenne bientôt, en Bretagne comme ailleurs, une dimension politique dont les modalités sont envisagées ici sous la forme de trois scénarios.

#### SUMMARY

In the context of a regional revival which characterizes Europe today, Brittany sets itself apart by a marked contrast between the intensity of its cultural dynamism and the paucity of its political expression. This can be explained by the fact that the Breton singularity, long disparaged and repressed, is only gradually regaining its value. If its negative connotations are fading away at the cultural level, it is not yet the same at the political level, where it remains taboo vis-à-vis a central State which preserves part of its sacrosanct dimensions. Various indications, however, suggest that it is possible that the identity may soon take, in Brittany as elsewhere, a political dimension whose details are considered here in the form of three scenarios.

#### MOTS-CLEFS

Identité, régionalisme, Bretagne.

#### KEYWORDS

Identity, regionalism, Brittany.

En Europe occidentale aujourd'hui, la vitalité culturelle régionale semble aller souvent de pair avec un vif dynamisme économique ; c'est ce que l'on constate, par exemple, en Catalogne ou en Écosse. Surtout, cette vivacité

culturelle débouche généralement sur une revendication politique, qui va de l'autonomisme pondéré, comme au Pays de Galles, au nationalisme tranchant, comme au Pays Basque. À cet égard, la Bretagne constitue une exception remarquable : si sa culture rayonne et si elle connaît un relatif essor économique, elle est, en revanche, à peu près totalement dépourvue d'expression politique originale. Ainsi, les autonomistes et les nationalistes bretons ne sont-ils jamais parvenus, jusqu'à présent, à obtenir plus de 4 % des suffrages exprimés lors d'élections législatives. « C'est cette disproportion quantitative et qualitative entre un extraordinaire foisonnement culturel très engagé », note un récent article du *Monde*, « et une représentation politique encore marginale, voire en régression, qui est une marque et un mystère, en ce début de siècle, du mouvement breton<sup>1</sup>. »

Pourquoi la question bretonne est-elle restée jusqu'à présent dépourvue de dimension politique ? Est-ce, tout simplement, qu'il n'y a pas de question bretonne ? Que les Bretons vivent pour le mieux leur « identité culturelle » dans le meilleur des mondes ? Ou bien, la signification politique de l'élan culturel breton serait-elle implicitement enfouie ou refoulée ?

La thèse qui sera soutenue ici est que la bretonnité était jusqu'à présent taboue, en particulier dans sa dimension politique, mais que ce tabou est aujourd'hui en voie d'être levé.

## I. Un tabou...

Les Bretons ont longtemps refoulé leur singularité, qu'elle prenne une forme linguistique, culturelle ou — surtout — politique. N'est-ce pas que vivre leur altérité signifiait chuter de la civilisation vers la barbarie, de même que croquer la pomme, symbole d'une jouissance et d'une connaissance interdites, amena Adam et Ève à chuter du paradis terrestre ? Certes, dans le cas de la bretonnité, le serpent tentateur n'était guère séduisant...

### A. Jouissance interdite

Si les Bretons ont longtemps renié leur originalité, c'est qu'elle leur semblait synonyme d'arriération. Lors d'un entretien avec une agricultrice de Plourhan (22), la fille de l'interviewée s'immisça dans notre conversation pour s'indigner : « Je suis allée à Eurodisney il n'y a pas longtemps ; il y a des gens qui me demandent comme ça : "Vous êtes d'où ?" — Des Côtes-d'Armor." Et il y en a un qui dit : "Côtes de porc !" Ah oui, super... » Cette connotation porcine de la bretonnité est loin d'être un cas isolé. Passons sur « le temps de cochon » qui caractérise la péninsule bretonne (ce climat exécrable, toujours pluvieux...), ou sur la fameuse « tête de cochon » des Bretons, stéréotype régional le plus répandu en France, 43 % des Français étant persuadés que les Bretons sont entêtés<sup>2</sup>. Le 20 septembre 1992, c'est le président du groupe RPR au Sénat, Charles Pasqua, ancien ministre d'État, qui rappelle publiquement l'affinité des Bretons avec les suidés. Agacé, en effet, de leur vote très européen au référendum en vue de la ratification du traité de Maastricht (59,85 % de « oui » en Bretagne, contre

une moyenne française de seulement 51,01 % des suffrages exprimés), il chantonne, le soir des résultats : « Les Bretons, c'est comme les cochons, plus ça devient vieux, plus ça devient con<sup>3</sup>. » Sa chansonnette en évoque une autre, que les écoliers de France ont longtemps fredonnée en cour de récréation et dont un passage faisait allusion à une curieuse répartition : « les pommes de terre pour les cochons, les épluchures pour les Bretons ». Cette association est loin d'avoir disparu et quand, aujourd'hui, le journal satirique *Charlie Hebdo* se moque des Bretons, l'attribut qu'il leur associe généralement est, à nouveau, le cochon<sup>4</sup>.

La prégnance de l'apparement des Bretons avec la gent porcine serait-elle due à son ancienneté ? Au xiv<sup>e</sup> siècle déjà, le chroniqueur Guillaume de Saint-André rapportait que la solidarité qui régnait entre les Bretons faisait qu'on les comparait à des pourceaux...

Car les Bretons, très bien le sçoy  
S'entre-doivent touz d'un acort  
Amer et craindre jucque la mort ;  
Pour ce sont-ils en général  
Nommez pourceaux non pas par mal ;  
Car pourceaux telle nature ont :  
Quand l'un fort crie, les autres vont  
Tous ensemble pour l'aider :  
Il ne faut point les en prier<sup>5</sup>.

En 1847, à lire Flaubert, cette affinité avec les cochons semble toujours assez évidente. Le paysan breton mange comme un porc : il va « retrouver sa galette de sarrasin et sa jatte de bouillie de maïs cuite depuis huit jours dont il se nourrit toute l'année, à côté des porcs qui rôdent sous la table et de la vache qui rumine là sur son fumier, dans un coin de la même pièce<sup>6</sup> ». En outre, il s'exprime par de tels grognements que, écrit Balzac, Francine reste « comme frappée par la foudre en entendant les sons rauques d'une voix bretonne<sup>7</sup> ». Flaubert parvient, cependant, à distinguer le bas-breton du cri des bêtes : « on entendait sonner les rauques syllabes celtiques mêlées au grognement des animaux et au claquement des charrettes »<sup>8</sup>. La grossièreté bretonne agace Victor Hugo : « Le fait est que les Bretons ne comprennent rien à la Bretagne. Quelle perle et quels pourceaux<sup>9</sup> ! » Surtout, ces Bretons sont sales comme des porcs : toujours selon Victor Hugo, les maisons de Fougères sont d'« affreux bouges où les cochons vivent pêle-mêle avec les Bretons... il faut avouer que les cochons sont bien sales »<sup>10</sup>. Mais l'écrivain, lui, ne supporte pas cette crasse : « Depuis que je suis en Bretagne, je suis dans l'ordure. Pour se laver de la Bretagne, il faut bien l'océan. Cette grande cuvette n'est qu'à la mesure de cette grande saleté<sup>11</sup>. »

Quelques décennies plus tard, une institutrice en retraite, qui fréquenta, écolière, une classe primaire du canton de Bourbriac (Côtes-d'Armor) témoigne de la méthode d'enseignement de son institutrice dans les années 1925-1932 :

Il y avait, à gauche de la classe, les tableaux de lecture et, à droite, un autre tableau, sur lequel il y avait deux dessins : d'un côté, un Breton en costume traditionnel, mais pas du coin, [portant] *bragoù bras*<sup>12</sup> et *botoù koad*<sup>13</sup>, et, de l'autre, un cochon. Sous le Breton, [l'institutrice] écrivait le

nom des enfants qui avaient parlé breton et sous le cochon, le nom de ceux qui étaient sales. Nous pensions BRETON = COCHON<sup>14</sup>.

Et lorsque, en 1939, un film de Pierre Caron retrace les aventures de Bécassine, la bonne à tout faire bretonne « nigaude mais si dévouée »<sup>15</sup>, l'affiche du film représente l'héroïne dansant avec un goret. Quel autre galant la bretonne typique aurait-elle pu avoir qu'un cochon ? Tout se passe comme si le Breton était la bête (le cochon luxurieux) que l'homme civilisé, Français de l'Ouest, doit tuer en lui. C'est encore plus vrai sur le plan politique, où la revendication d'une spécificité bretonne évoque l'autre dimension symbolique de la pomme : celle de la connaissance interdite.

## B. Connaissance interdite

Plusieurs enquêtes montrent que les Bretons connaissent très mal l'histoire de la Bretagne<sup>16</sup>. Peut-être est-ce parce que, selon Ernest Renan, « l'oubli, et je dirai même l'erreur historique, sont un facteur essentiel de la création d'une nation »<sup>17</sup>. Mais, précisément, en quoi consiste une « nation » ? Selon la célèbre formule du même auteur, il s'agit d'un « plébiscite de tous les jours ». Partant de ce principe et de la théorie du contrat social, la nation française, républicaine, combat toutes les formes de « particularisme », susceptibles de porter atteinte à l'égalité entre citoyens. Cependant, le principe essentiel de tout contrat est l'accord de volontés entre les parties ; sans quoi le contrat est nul. Or, quand elle n'est pas victime de « l'oubli, et je dirai même l'erreur historique », selon la phrase de Renan, la connaissance de l'histoire fait apparaître que ce n'est pas par un accord de volontés que la Bretagne a été rattachée à la France, mais par la défaite militaire de Saint-Aubin-du-Cormier, le 28 juillet 1488, où 5 000 Bretons furent tués. À la suite de quoi, explique l'historien américain Eugen Weber :

Après l'union forcée avec la France, les villes bretonnes furent envahies par des Français qui écrasèrent ou même remplacèrent les commerçants locaux, francisèrent les gens qu'ils employaient ou touchaient d'une autre façon. Les ports du roi comme Lorient ou Brest, étaient des villes de garnison en territoire étranger et le terme de colonie était fréquemment employé pour les décrire<sup>18</sup>.

Peut-être est-ce pour cela que l'histoire de Bretagne n'a pas été enseignée dans les écoles ? Seuls les épisodes susceptibles d'inférer un accord de volontés ont été — et sont toujours — enseignés aux enfants bretons, comme à leurs condisciples de toute la France. « À l'enseignement historique incombe le devoir de faire aimer et de faire comprendre la patrie », écrivait Lavis. « Le patriotisme a besoin d'être cultivé »<sup>19</sup>. En revanche, mettre crûment en lumière la vérité historique ne reviendrait-il pas à tirer sur le fil d'une pelote de laine ? Après l'histoire, c'est la philosophie qui défilerait, puis la politique, et toute la pelote risquerait de se défaire... Car si le contrat social théorique ne reconnaît que des *individus* abstraits, les êtres humains véritables sont sexués, ils sont issus de milieux sociaux divers (et parfois antagonistes), d'histoires différentes, ils s'expriment en des langues variées. Selon Bruno Étienne, en ne reconnaissant pas cette pluralité de la condition humaine, et en imposant uniquement sa langue, sa culture et ses valeurs, « le génie de la bourgeoisie française est d'avoir fait croire au monde entier

que ses valeurs étaient universelles<sup>20</sup> ». Il ne faudrait donc surtout pas éventer cet éblouissant tour de passe-passe qui, d'après Jean-Marc Ferry, a permis, au nom de l'égalité, d'imposer une relation inégalitaire qui ne relève pas du contrat social mais d'un contrat national (voire nationaliste) :

... Le modèle français républicain, intégrateur et universaliste, est plus ambigu, en raison même de son avantage théorique, que le modèle romantique allemand, identitaire et culturaliste. L'ambiguïté tient notamment au fait que jusqu'alors aucune constitution n'a été universelle. Toujours derrière le Contrat social, pure expression du patriotisme constitutionnel, et partant, d'une identité postnationale, se dissimulait un Contrat national qui n'abandonnait pas la référence à la communauté concrète de culture et d'histoire. Jamais le Contrat social n'a su jusqu'alors éviter la subreption du Contrat national. Le patriotisme juridique reste uni intimement au patriotisme géographique ou historique<sup>21</sup>.

Ce serait donc la connaissance de cette « subreption » qui serait taboue : le prétendu universalisme français relèverait, en fait, du nationalisme. Un nationalisme à deux faces, à l'instar du dieu Janus. La première d'entre elles est la tradition nationaliste de gauche, animée d'ambitions messianiques glissant parfois vers le racisme universaliste, comme chez Jules Ferry, qui célèbre et justifie une politique d'impérialisme conquérant par l'inégalité des races et la mission civilisatrice des races supérieures : « Messieurs, il faut parler plus haut et plus vrai ! Il faut dire ouvertement que les races supérieures ont un droit vis-à-vis des races inférieures. [...] Je répète qu'il y a pour les races supérieures un droit, parce qu'il y a un devoir pour elles. Elles ont le devoir de civiliser les races inférieures<sup>22</sup>. » Cette tradition nationaliste de gauche — en particulier dans son aspect colonialiste — explique peut-être en partie ce qu'Albert Memmi a appelé « l'un des chapitres les plus curieux de l'histoire de la gauche contemporaine (si on avait osé l'écrire) et qu'on pourrait intituler le nationalisme et la gauche ». Selon lui, en effet, « il existe un incontestable malaise de la gauche européenne en face du nationalisme<sup>23</sup> » et « l'homme de gauche n'aperçoit pas toujours avec une évidence suffisante le contenu social prochain de la lutte des colonisés nationalistes<sup>24</sup>. »

L'autre face de la tradition nationaliste française, représentée par Paul Déroulède, Édouard Drumont, Charles Maurras, Maurice Barrès ou Charles Péguy se situe à la droite, ou à l'extrême droite, de l'échiquier politique. Elle est pessimiste, conservatrice et antisémite. Mais, explique Raoul Girardet, « entre le nationalisme de tradition jacobine des républicains gambettistes de 1871 et le nationalisme antiparlementaire des premières années du xx<sup>e</sup> siècle, ne sont pas sans exister de puissants éléments de continuité, des facteurs très apparents de transition et de liaison<sup>25</sup> ». Les uns et les autres revendiquent les mêmes maîtres à penser. Maurice Barrès, par exemple, appelle Victor Hugo, Michelet, Taine et Renan « les maîtres qui nous ont précédés et que j'ai tant aimés »<sup>26</sup>. Enfin, on trouve chez tous ces auteurs une exaltation qui tend parfois au mysticisme. La Révolution française n'invente-t-elle pas de nombreux ersatz de religion, dont le culte de l'Être Suprême ? Michelet, lui-même, ne définit-il pas le patriotisme comme une « religion » ? N'écrit-il pas de l'amour de la patrie : « Enfant, que ce soit là ton premier évangile, le soutien de ta vie, l'aliment de ton cœur ! » ? Ne parle-t-il

pas de « la patrie comme dogme et comme principe » ou de « nos deux rédemptions par la sainte pucelle d'Orléans, par la Révolution, l'élan de 92...<sup>27</sup> » ? Enfin, plus largement, le nationalisme français n'a-t-il pas, afin de souder la population, pris la forme d'un culte de l'État, et joué ainsi le rôle d'une religion civile ?

L'une des explications fondamentales de la faiblesse du nationalisme breton pourrait résider dans la difficulté qu'éprouvent les Bretons à s'opposer à cette sacralité. Ne redoutent-ils pas, en effet, de réveiller ainsi le démon — ou le cochon — qui sommeille en eux ? Ayant parfaitement assimilé le message de l'école républicaine, qu'ils fréquentent particulièrement assidûment, ne craignent-ils pas que croquer la pomme du patriotisme breton les ramène à leur état de barbarie antérieur, à la sauvagerie d'où les a extraits la francisation ? La tentation de jouissance et de connaissance ne risque-t-elle pas de les conduire à chuter du paradis lumineux de la civilisation française vers « la vieille ombre bretonne<sup>28</sup> » ?

Mais au fait, quelle est l'intensité de cette tentation ? Le serpent tentateur est-il, comme au jardin d'Éden, « rusé plus que tous les animaux des champs qu'avait faits le Seigneur Dieu<sup>29</sup> » ?

### C. Le tentateur

Les Bretons n'ont pas été envoûtés par le charme magnétique d'un serpent tentateur. Au contraire, l'*Emsav*, ou « mouvement breton », est un serpent tentateur d'un genre un peu particulier... Loin d'enjôler les Bretons afin de les pousser à la tentation, il se laisse fasciner par son « ennemi » français, lequel paraît lui inspirer l'image d'une Bretagne onirique, qui le fait négliger les Bretons réels.

Dans le discours de la frange la plus nationaliste de l'*Emsav*, la France représente l'ennemi abhorré. Cependant, cette même fraction du Mouvement breton paraît parfois admirer secrètement la France, sa culture et son État centralisé. Ainsi, l'élitisme littéraire amorcé par *Gwalarn*<sup>30</sup> n'est-il pas en partie motivé par une sorte de complexe d'infériorité envers la littérature française ? L'obsession des militants linguistiques pour la rectitude de l'orthographe du breton n'a-t-elle pas à voir également avec la passion des Français pour leur orthographe rigoureuse ? L'histoire de Bretagne telle qu'elle est racontée par l'*Emsav* ne rappelle-t-elle pas l'histoire de France enseignée par les instituteurs de la Troisième République ? Le fait que les militants bretons se polarisent sur l'officialisation de la langue bretonne ou, en ce qui concerne les nationalistes, sur la création d'un État breton, ne vient-il pas, également, du fort ascendant de l'État français sur les représentations des *emsaverien* ? Si tel était le cas, cela ne constituerait nullement une particularité bretonne : en 1966, Albert Memmi se demandait comment « le Colonisé » en général et lui-même, en particulier, pouvaient « à la fois détester le Colonisateur et l'admirer passionnément »<sup>31</sup>. En fait, la question qui est posée dans tous ces cas est celle de la reconnaissance, ce « besoin humain vital », selon Charles Taylor, dont la satisfaction permet de former des identités épanouies. L'identité bretonne, nous l'avons vu, a été dépréciée, la langue bretonne a été combattue par l'État et il en est résulté

une honte de soi généralisée. Toutes proportions gardées, cela évoque ce qu'ont vécu les femmes dans les sociétés patriarcales ou les Noirs dans les sociétés dominées par les Blancs. L'« auto-dépréciation devient l'une des armes les plus efficaces de leur propre oppression », écrit Taylor. « Leur premier objectif devrait être de se débarrasser de cette identité imposée et destructrice<sup>32</sup>. » C'est donc vraisemblablement pour se débarrasser de l'identité imposée que les militants nationalistes calquent en partie, consciemment ou inconsciemment, le comportement de l'État qu'ils combattent.

Par ailleurs, de même que toute organisation ou mouvance minoritaire, le Mouvement breton doit parfois « percer le mur du silence ». Pour ce faire, il recourt régulièrement, depuis les années 1930 à des actes de violence symbolique (plastiquages ou incendies d'édifices qui représentent, généralement, l'État). Mais en procédant de la sorte dans un pays profondément catholique et modéré comme la Bretagne, qui vise-t-il réellement ? La population bretonne, comme il l'affirme, afin de « développer et consolider la conscience nationale »<sup>33</sup> ? Ou plutôt l'État, dont il veut être pris au sérieux ? Et, là encore, ne s'agit-il pas, à nouveau, d'un problème de reconnaissance ?

Quand cette reconnaissance ne vient pas et que le rêve devient « fou »<sup>34</sup>, la relation à l'État français peut se muer en haine sans mesure. Et c'est ce qui se passe au cours de la Seconde Guerre mondiale, quand les plus extrémistes des nationalistes adaptent à la Bretagne la formule irlandaise *English difficulty, Irish opportunity* et s'allient aux nazis au prétexte que « les ennemis de nos ennemis sont nos amis » et parce qu'ils croient que l'Allemagne leur donnera l'indépendance. Ils créent alors une milice d'environ soixante-dix hommes, la *Bezen Perrot*, qui combat la France et ses alliés, y compris les résistants bretonnants de Haute-Cornouaille. Cette fois, la reconnaissance recherchée n'est plus celle de l'État français, mais celle de son vainqueur...

Le recours à la violence symbolique, ou, comme ci-dessus, à des actes de guerre, est extrêmement minoritaire. Néanmoins, il est symptomatique de la démarche générale du Mouvement breton, qui consiste à toujours faire passer les manifestations d'opposition à l'État français avant les entreprises de séduction de la population bretonne. L'*Emsav* ne recourt jamais à des « stratégies participatives », c'est-à-dire à des stratégies destinées à associer à son action un public plus large que les militants déjà acquis. Il ne recourt pas davantage à des « stratégies séduisantes » : quand ses militants les plus radicaux veulent montrer leur détermination, ils ne voient que la violence comme mode d'expression. Or, d'une part, la violence irrite les Bretons (et les autres) et peut, même involontairement, causer des drames humains irréparables<sup>35</sup> ; d'autre part, de nombreuses autres méthodes seraient envisageables, qui mettraient les rieurs du côté des militants bretons. Pourquoi ces derniers ne recourent-ils pas plutôt à la tarte à la crème qu'au pain de plastic, par exemple ?

Ces insuffisances stratégiques sont peut-être liées à un manque d'autocritique. Tout se passe, en effet, comme si le Mouvement breton préférerait refouler ses erreurs passées plutôt que de les analyser avec lucidité,

les assumer et en tenir compte pour l'avenir. Sur ce point, le comportement adopté par rapport à la période tragique de la Seconde Guerre mondiale est flagrant. L'*Emsav* a jusqu'à présent préféré taire ce qui s'était passé pendant la guerre, et prêter ainsi le flanc à une critique qui paraît souvent excessive, que de tout « mettre à plat » avec impartialité, de reconnaître sa part d'erreur — tout en la situant dans le contexte de l'époque — et d'en tirer des conclusions. Ce comportement ressemble à un aveu de faiblesse.

Et ne retrouverait-on pas un aveu de faiblesse dans la difficulté qu'éprouve le Mouvement politique breton à affirmer clairement des buts et à s'y tenir ? Il arrive, en effet, qu'une même organisation oscille entre des buts contradictoires. Par exemple, à la fin des années 1970, le F.L.B.<sup>36</sup> proclame, à quelques mois d'intervalle, des intentions révolutionnaires irréalistes et des objectifs réformistes modérés : d'un côté, il prétend « attaquer les structures de l'État occupant afin de les détruire<sup>37</sup> » et instaurer « le socialisme autogestionnaire » et, de l'autre, il demande le rattachement de la Loire-Atlantique à la Bretagne<sup>38</sup>... De même, l'U.D.B.<sup>39</sup> semble parfois, toujours dans les années 1970, utiliser l'étiquette « autonomiste » pour dissimuler un penchant nationaliste et, surtout, elle soutient constamment la gauche quand celle-ci est dans l'opposition mais refuse de faire le pas quand, en 1981, elle conquiert le pouvoir.

Un tel manque de clarté dans les objectifs poursuivis a des conséquences défavorables sur l'opinion. D'autant plus que les médias emploient souvent les termes « autonomiste », « nationaliste » et parfois même « terroriste » comme des synonymes, ce qui ne favorise guère le sens de la nuance. Aujourd'hui, pour la majorité des Bretons, le mot « autonomiste » renvoie à l'extrémisme, à la violence, et surtout à l'enfermement sur soi, à l'autarcie<sup>40</sup>. Cela confirme, en premier lieu, que le recours à la violence blesse la sensibilité bretonne. Cela montre, en second lieu, que l'opinion bretonne n'a aucune culture politique sur ces questions puisque, parallèlement, 23 % des Bretons, selon un sondage récent, se disent favorables à la voie plus radicale de l'indépendance<sup>41</sup>... Enfin, les connotations négatives que les Bretons associent au mot « autonomiste » indiquent sans doute qu'ils ne savent pas ce que veut le Mouvement breton : quel sens profond celui-ci donne-t-il à son action ? S'agit-il essentiellement d'un combat nationaliste ou d'un combat pour la démocratie ? En d'autres termes, est-ce que la création d'un État breton est la condition nécessaire et suffisante au bonheur des Bretons, parce que le caractère national est un élément fondamental de la personnalité humaine et que « l'unité politique et l'unité nationale doivent être congruentes<sup>42</sup> » ? Ou bien, est-ce que, au contraire, la recherche forcenée de cette « congruence » ayant causé beaucoup de malheurs dans le monde par le passé et étant susceptible d'en causer encore sans cesse, il ne vaudrait pas mieux trouver de nouvelles solutions démocratiques, qui garantissent les droits des peuples au sein d'unités politiques plus vastes que les États-nations ?

Un idéal clair, une stratégie adaptée aux réalités bretonnes et un effort pédagogique conséquent permettraient peut-être au Mouvement breton de jouer son rôle d'incitateur, car le tabou semble à présent susceptible d'être levé.

## **II. ... sur le point d'être levé**

Le dynamisme culturel breton est vif à l'heure actuelle, en particulier sur les plans linguistique et musical. Il a étendu l'affirmation de l'identité à la presque totalité de la population, même si cette affirmation relève pour l'instant d'une dimension purement symbolique et affective. Mais l'affaiblissement du modèle de la modernité française — fondé sur l'universalisme abstrait et l'autorité de l'État — pourrait contribuer à libérer les Bretons de leurs inhibitions, dans la mesure où l'image du Breton « arriéré et sauvage » n'est en fait que le négatif de celle du Français, moderne et civilisé. De nouvelles perspectives politiques pourraient alors s'ouvrir en Bretagne, que nous allons à présent évoquer dans un périlleux exercice de prospective.

### **A. Les Bretons s'apprêtent à manger le fruit défendu**

Pourquoi penser que les Bretons s'apprêtent à manger le fruit défendu ? Parce que l'évolution culturelle bretonne actuelle a la force et l'ampleur d'un véritable glissement de terrain, que la tentation est humaine et que le contexte international pousse les Bretons à prolonger leur élan.

La revalorisation de la langue et de la culture bretonnes, à l'œuvre depuis plusieurs années dans la société bretonne tout entière, s'effectue de façon joyeuse et débonnaire, en dehors de toute revendication politique autonomiste ou séparatiste. Néanmoins, parce qu'elle va à l'encontre de la tradition stato-républicaine française de lutte contre les « particularismes », qu'elle s'affiche ouvertement et qu'elle va dans le sens de la création d'un statut public pour des singularités minoritaires, elle est éminemment politique. D'autant plus que, les sondages l'attestent, elle est massive. Et qu'elle est vraisemblablement destinée à durer, puisqu'elle est liée à la jeunesse. 96,8 % des 15-19 ans, en effet, pensent qu'il faut « conserver » le breton, contre seulement 75,5 % des personnes âgées de 75 ans et plus, selon un sondage TMO Ouest de mars-avril 1997. La divergence est encore plus éclatante lorsqu'on lève l'ambiguïté liée à l'expression « conserver la langue bretonne » et qu'on demande clairement aux personnes interrogées si elles sont, ou non, favorables à l'enseignement du breton : plus on est jeune, plus on est favorable à l'enseignement du breton, le pourcentage de personnes favorables à l'enseignement du breton passe, suivant une courbe régulière, de 59,8 % chez les personnes âgées de 75 ans et plus à 97,5 % chez les jeunes de 15 à 19 ans.

On peut envisager diverses causes objectives à cet apparent « conflit de générations », liées au traumatisme du changement de langue. Néanmoins, c'est l'explication subjective qui paraît la plus éclairante : les représentations de l'altérité se sont transformées. En effet, la crise de l'autorité (étatique, religieuse, familiale, scolaire, etc.), l'ouverture des frontières, le développement des échanges interculturels et le progrès des technologies font que, plus une personne est jeune, aujourd'hui, plus son horizon culturel est composite et ouvert sur le monde, alors que plus elle est âgée, plus il est moniste et limité à la France. On peut donc penser que les jeunes Bretons,

moins touchés par le discours français typique de l'uniformité culturelle « républicaine », possèdent — si l'on peut dire — une « panoplie identitaire » plus fournie que leurs aînés et qu'ils souhaitent pouvoir disposer de la langue et de la culture bretonnes comme d'un outil identitaire et d'une source de plaisir parmi d'autres. Cette démarche de « subjectivation » devrait être durable non seulement parce qu'elle est liée à la jeunesse, mais aussi parce qu'elle concerne des segments de population susceptibles d'exercer une influence sur l'opinion. Ainsi, plus le niveau d'études s'élève, plus la probabilité d'être favorable à l'enseignement du breton augmente, passant, suivant une courbe régulière, de 64,2 % chez les non-diplômés à 88 % des diplômés de l'enseignement supérieur.

De plus, les catégories socioprofessionnelles les plus favorables à l'enseignement du breton sont les étudiants (94 %) et les cadres, professions intellectuelles supérieures et chefs d'entreprise (89,7 %), alors que les moins favorables sont les retraités (69,6 %) et les agriculteurs (76,5 %). Enfin — outre, évidemment les régionalistes (100 %) — les électors les plus favorables à l'enseignement du breton sont les écologistes (96,7 %) et les socialistes (92 %), tandis que les plus défavorables sont les électeurs du Front national (61,4 %) et du parti communiste (64 %). Or, on sait que la population bretonne est politiquement modérée.

La deuxième raison de penser que les Bretons s'apprêtent à « manger le fruit défendu », c'est que la tentation est humaine. Or, nous rappelle opportunément Flaubert, les Bretons sont humains : « Quoique ne parlant pas français et décorant leurs intérieurs de cette façon, on vit donc là tout de même, on y dort, on y boit, on y fait l'amour et on y meurt tout comme chez nous ; ce sont aussi des êtres humains que ces êtres-là<sup>43</sup>. » Il n'est pas exclus que « ces êtres-là » succombent à la tentation... Qu'est-ce qui pourrait, en effet, dissuader les Bretons, même les moins chauvins, de comparer leur situation à celle de leurs voisins européens et de se laisser un jour tenter par la perspective d'une région aux compétences et aux ressources plus étendues<sup>44</sup> ?

Car le contexte international est le troisième facteur qui fait supposer que les Bretons pourraient donner une dimension politique à leur essor culturel. En effet, partout dans le monde, des hommes et des femmes réclament d'être reconnus pour ce qu'ils sont vraiment et non pas seulement considérés comme des abstractions. Ils veulent, en pleine liberté, être les sujets de leur vie et ne plus être obligés de repousser leur identité vers une sphère privée où elle serait condamnée à étouffer. « À l'image utopique de la société idéale, rationnelle », explique Alain Touraine, « se substitue l'image pragmatique de l'individu et de la collectivité luttant pour construire et défendre leur individuation contre, d'un côté, la logique impersonnelle du marché et, de l'autre, le pouvoir personnalisé de la communauté ; la technocratie et l'intégrisme, deux dangers opposés mais aussi mortels pour le Sujet qui tente de constituer sa liberté et de gérer sa vie comme une expérience personnelle<sup>45</sup>. » En outre, l'environnement institutionnel européen renforce encore la pression du contexte mondial. Ainsi, qu'il s'agisse de la Grande-Bretagne, de l'Allemagne, de l'Espagne ou de l'Italie, la majorité des partenaires de la France assurent à leurs régions une véritable autonomie,

allant parfois jusqu'au fédéralisme. La France fait donc figure d'exception. La plupart de ses hommes politiques et de ses intellectuels — de gauche comme de droite — restent hostiles à toute forme de reconnaissance des « particularismes » ou d'évolution vers une organisation fédérale. En d'autres termes, explique Michel Wieviorka, « replacée dans une perspective internationale et comparative, l'expérience française n'est pas seulement celle d'un pays connaissant la même mutation que d'autres et où, toutes proportions gardées, la poussée des identités particulières demeure un phénomène encore limité. C'est aussi celle d'un pays qu'effraie l'idée même d'une telle poussée, et qui, de façon plus générale, se sent menacé pour sa place culturelle dans le monde »<sup>46</sup>.

Donc, l'éveil culturel actuel, le contexte international et, tout simplement, la tentation peuvent constituer un faisceau de causes de nature amener les Bretons à « manger le fruit défendu », c'est-à-dire à donner une dimension politique à leur identité. Il faut néanmoins être plus précis : en quoi pourrait consister cette « dimension politique » ? Peut-on s'attendre à une impulsion nationaliste en Bretagne ? Rappelons d'abord que « le nationalisme est un type très particulier de patriotisme »<sup>47</sup> et que « pour toutes les sociétés sans État, le problème du nationalisme ne se pose pas »<sup>48</sup>. Ceci dit, les tendances actuelles en Bretagne évoquent moins l'éclosion d'un mouvement nationaliste qu'une sorte d'élan libertaire, qu'on pourrait ramener, en forçant assurément le trait, aux slogans soixante-huitards : « Jouissons sans entraves ! » et « Ni Dieu ni maître ! »

« **Jouissons sans entraves !** », voilà ce que les Bretons semblent souhaiter vivre en matière culturelle. Concrètement, cela signifie qu'ils doivent d'abord finir d'éliminer le tabou et les traces de honte ou de ridicule dont l'identité bretonne est encore entachée. Les témoignages que j'ai recueillis attestent que nous n'en sommes pas encore là. Néanmoins, la forte corrélation statistique négative entre l'âge et l'attachement à la langue bretonne peut être interprétée comme le signe que plus on est jeune, moins on est complexé par son identité. Si nous nous référons constamment à la langue dans cette étude, c'est qu'elle seule a fait l'objet de nombreuses enquêtes d'opinion ; cependant, la modernisation économique de la Bretagne, d'une part, et son rayonnement musical, d'autre part, jouent un rôle essentiel dans le regard de plus en plus aimable qui est porté, vu de l'extérieur, sur la Bretagne<sup>49</sup> et, partant, dans l'image positive que les Bretons se forgent dorénavant d'eux-mêmes. La honte de soi n'est, cependant, pas la seule entrave potentielle au bien-être culturel. Le consensus qui règne aujourd'hui en Bretagne à propos de la langue et de la culture bretonnes signifie également que les Bretons n'acceptent pas les obstacles institutionnels empêchant les personnes qui le souhaitent de vivre pleinement leur langue et leur culture et de la transmettre à leurs enfants. À l'inverse, ils n'acceptent pas d'avantage qu'on leur impose de se comporter en Bretons typiques : ce n'est pas parce qu'on est breton qu'on doit parler breton, écouter de la musique bretonne ou fréquenter les *festoù-noz*<sup>50</sup>...

« **Ni Dieu...** » On sait que pour Émile Durkheim « dieu et la société ne font qu'un »<sup>51</sup> et que « plus la communauté religieuse est fortement intégrée, plus aussi elle a de vertu préservatrice »<sup>52</sup> à l'égard de l'ensemble de la société

civile. L'effondrement de la religion dans une région aussi profondément imprégnée de catholicisme que la Bretagne, pourrait donc avoir pour conséquence une perte de repères et un effilochage du lien social. Cependant, le fait que la religion catholique ait été l'un des ciments culturels unifiant la France, d'une part, l'exemple des régions européennes qui ont commencé à se déchristianiser beaucoup plus tôt que la Bretagne (telles que l'Émilie Romagne, la Catalogne et le Pays Basque), d'autre part, m'ont amené, ailleurs<sup>53</sup>, à émettre l'hypothèse que l'actuel élan identitaire breton pourrait bien être le point de départ d'une sorte de patriotisme susceptible de remplacer l'idéologie religieuse dans son rôle de lien culturel soudant la société bretonne.

« ... **ni maître !** » Il ne m'est arrivé qu'une seule fois, au cours de mes entretiens, d'entendre une personne (un marin pêcheur) émettre le vœu que la Bretagne soit indépendante. Toutefois, même alors, il semble que l'objectif n'était pas la création d'un État mais l'obtention des conditions d'un épanouissement économique et social de la Bretagne. S'il est une voie bretonne en matière politique, elle se situe vraisemblablement à équidistance entre les deux dangers de la technocratie et de l'intégrisme. Et le fait que les résultats électoraux des nationalistes et des autonomistes bretons aient toujours été dérisoires peut certainement être interprété comme de la défiance envers des acteurs politiques perçus comme autoritaires. C'est, du reste, ce qui ressort des entretiens auxquels j'ai procédé. Pour Aline (agricultrice née en 1961), « les autonomistes<sup>54</sup> basques ou corses ou bretons, c'est pareil. Ils font... Ils veulent, à partir d'un mode de vie, ils veulent l'imposer à tout le monde. Je ne suis pas trop d'accord ; ce n'est plus de la liberté. C'est de la dictature, finalement. »

Leurs conditions d'émergence ayant été mises en lumière, les scénarios de passage à l'acte peuvent à présent être appréciés.

## **B. Scénarios d'un passage à l'acte**

Les scénarios éventuels seront envisagés (à l'horizon d'une dizaine d'années, environ) au vu d'un éventail de perspectives politiques, parfois hautement improbables, mettant aux prises des acteurs divers : la population bretonne, l'État et les forces politiques en présence.

La configuration partisane bretonne présente très peu de particularités. Au contraire, l'histoire du comportement électoral des Bretons sous la v<sup>e</sup> République consiste essentiellement en un alignement sur la tendance générale française. Ainsi, alors qu'elle accordait 73,4 % de ses suffrages à la droite en 1958, la Bretagne vote depuis le début des années 1980 majoritairement socialiste (malgré la parenthèse de 1993). Les particularités électorales qui demeurent en Bretagne sont une participation aux scrutins plus élevée que la moyenne et surtout une nette faiblesse du vote d'extrême droite. Quant aux résultats électoraux des nationalistes et des autonomistes, ils sont, nous l'avons dit, négligeables. Quelles sont les positions des principales forces politiques en ce qui concerne les questions d'identité et d'autonomie régionale ? Le problème est qu'on ne le sait pas vraiment. Un consensus en faveur d'un État unitaire paraît régner entre tous les partis,

accompagné — de la part de tous les partis également — d'un discours lénifiant à propos de la richesse et de la saveur de l'identité régionale. Il semble, néanmoins, que des tendances régionalistes soient présentes dans les différents courants politiques (de même qu'il existe partout des tendances favorables à une Europe fédérale) mais elles ne sont guère discutées publiquement, peut-être par crainte que des fissures transversales embarrassantes ne viennent perturber le jeu partisan. Quant aux nationalistes et aux autonomistes, diabolisés, ils sont généralement absents de la scène médiatique. Sur toutes ces questions, donc, le débat n'existe pas et on peut parler de vide politique.

Les cinq perspectives politiques que nous considérerons sont les suivantes. La *réaction républicaine* consisterait, de la part de l'État, à étouffer l'élan culturel actuel afin d'éviter tout risque de contamination politique. Le *statu quo* consisterait, comme son nom l'indique, à ne rien changer à la situation actuelle. La *régionalisation* conduirait à accroître les compétences et les moyens du conseil régional. L'*autonomie* amènerait à la création d'une assemblée législative et d'un gouvernement régional dans le cadre de la république française. Enfin, l'*indépendance* ferait de la Bretagne un État souverain. Nous l'avons dit, certaines de ces perspectives sont hautement improbables. Notre but est d'analyser les scénarios selon lesquels les Bretons pourraient donner une expression politique à leur identité et non pas les perspectives dans lesquelles ils pourraient s'inscrire. Trois types de scénarios seront examinés : l'étouffement du serpent dans l'œuf, le recours à la violence et la modification du jardin d'Éden...

**Étouffer le serpent dans l'œuf**, ce serait empêcher — ou tenter d'empêcher — le passage des Bretons au politique. Deux cas peuvent théoriquement se présenter : la réaction républicaine ou le statu quo. La première pourrait peut-être bénéficier du soutien des souverainistes et des nationalistes autoritaires. Elle viserait à faire régresser la place de l'identité bretonne dans la société et en particulier, au nom de la laïcité, chercherait à renvoyer complètement la langue bretonne dans la sphère privée. Elle irait contre l'évolution européenne, contre les transformations que connaît la Corse et s'attirerait l'hostilité des partis modérés. Surtout, elle pourrait aller contre son objectif car le fait de s'opposer à la dynamique culturelle qui rassemble toute la société bretonne serait perçu comme une régression démocratique. Loin de dissuader les Bretons de donner une dimension politique à leur identité, cela pourrait conduire à la constitution d'un mouvement nationaliste. Bref, cette perspective paraît invraisemblable. L'autre hypothèse, celle du statu quo, paraît en revanche bien plus plausible. Elle bénéficierait du soutien de tous les nationalistes français, de quelque bord qu'ils soient, de toutes les personnes qui sont partisans d'un État centralisé ainsi que des forces d'inertie de la société. En revanche, elle irait contre les forces de changement, contre la tendance européenne et contre l'évolution qui semble se dessiner en Corse. La méthode pourrait consister, de la part des principaux partis politiques, à récupérer le discours et les symboles de l'identité bretonne, tout en les vidant de leur sens. L'identité bretonne fait vendre, disent les sondages, pourquoi ne ferait-elle pas voter ? Une telle démarche, qui relève en fait du marketing, est assez fréquente en politique ;

sa probabilité paraît donc plutôt forte. Dans ce cas, les Bretons effectueraient un passage à l'acte politique minimum, qui consisterait à légitimer le statu quo en allant voter pour les partis classiques.

Le deuxième type de scénario serait **le recours à la violence**, dans une perspective indépendantiste. Un petit groupe de partisans de la rupture avec l'État français pourrait recourir à des actes spectaculaires, destinés à faire connaître ses desseins. Seul contre tous, ce groupe pourrait s'abîmer dans ses paralogismes nationalistes. Un tel scénario n'est nullement invraisemblable. En effet, de 1998 à 2000, les plasticages se sont multipliés en Bretagne (sans atteindre, cependant — loin de là —, les proportions corses). De plus, pour la première fois, une personne a été tuée en avril 2000 par un attentat attribué par la police à l'ARB, Armée Révolutionnaire Bretonne. Aucun attentat n'a été commis depuis lors mais, si le recours à la violence devait reprendre, voire s'affirmer, la sensibilité de la population bretonne — très mesurée et profondément marquée par des valeurs issues du catholicisme — en serait vivement heurtée. Selon toute vraisemblance, la seule action politique qu'elle serait alors tentée de pratiquer consisterait à repousser de toutes ses forces la voie du particularisme. D'un côté, donc, par leur détermination, les activistes inciteraient l'État à envisager une évolution institutionnelle de la Bretagne ; mais de l'autre, ils rechargeraient, si l'on peut dire, le tabou breton en énergie négative, c'est-à-dire qu'ils réenracineraient une forme de honte dans l'esprit des Bretons, brisant ainsi l'élan actuel plus sûrement que ne pourrait le faire la répression la plus vigoureuse. Car, en Bretagne comme ailleurs, la violence politique est prise dans une contradiction sans issue. Elle est employée comme « arme du pauvre » par les partisans d'une cause trop radicale pour avoir droit de cité ; or, si elle fait effectivement connaître cette cause, elle lui donne également un aspect plus extrémiste et la rend, donc, plus impopulaire. C'est ce que note Philippe Braud, de façon générale, à propos de l'extrémisme : « Les extrémistes sont affrontés à un redoutable dilemme. Ils ne sont véritablement eux-mêmes que par la radicalité de leur langage et de leurs pratiques politiques, ce qui les conduit à supporter difficilement les logiques lénifiantes de la démocratie politique. Mais s'ils veulent progresser vers le pouvoir, qui ne se conquiert légitimement que par les urnes, il leur faut accepter de se plier, au moins partiellement, à ces règles du jeu. Un pluralisme démocratique bien enraciné les piège dans cette contradiction<sup>55</sup>. » Examinons à présent, dans le cadre de ce pluralisme démocratique, un scénario qui accorde d'avantage de place à la population.

Tout au long de cet article, nous avons filé la métaphore du fruit défendu, dont la consommation apporte la jouissance et la connaissance mais se traduit également par la chute du jardin d'Éden. Or, ne serait-il pas possible d'envisager également de **modifier le jardin d'Éden** ? Tel est le dernier scénario qui sera envisagé ici, à travers deux modalités distinctes mais complémentaires. Aujourd'hui, avons-nous dit, le débat démocratique relatif aux questions d'identité et d'autonomie régionale est extrêmement limité. Mis à part un bref moment d'effervescence à la fin de l'été 2000, lié aux perspectives d'évolution institutionnelle de la Corse, il semble même être délibérément assourdi, voire étouffé, afin d'éviter que l'émotion nationaliste

des uns et des autres ne vienne susciter des tensions internes au sein de partis politiques qui sont parfois déjà en crise. Sur ce plan, cependant, ce qui est vrai aujourd'hui ne le sera peut-être pas demain. Un à un, depuis quelques mois, des élus de forte stature régionale en viennent à prendre des positions audacieuses en matière d'identité bretonne. Peut-être est-ce un indice ? La vie politique est faite de pragmatisme et il n'est pas totalement exclus que la configuration partisane — en Bretagne et même dans l'ensemble de la France — se recompose sur de telles questions de fond. La polarisation, aujourd'hui sous-jacente, entre « démocrates », ouverts à des solutions multiculturalistes et favorables à une régionalisation, et « républicains », attachés aux principes traditionnels de la république, deviendrait alors manifeste. Cela aurait, certes, l'inconvénient de perturber les habitudes partisanes mais cela pourrait aussi, peut-être, contribuer, grâce aux vertus du débat démocratique, à atténuer la crise actuelle de la représentation politique. Dans une telle perspective, l'engagement politique de la population bretonne s'exprimerait à nouveau par la voie des urnes. Les résultats du référendum de Maastricht, les sondages, les entretiens auxquels j'ai procédé, tout laisse penser que les Bretons se prononceraient massivement en faveur de la voie « démocrate ».

Une deuxième modalité de ce même scénario serait envisageable si les partis politiques classiques restaient cramponnés à leur configuration actuelle et continuaient à éviter le débat relatif aux questions d'autonomie régionale. Les autonomistes (qu'on ne confondra pas avec les indépendantistes) pourraient tenter de s'appuyer sur le dynamisme culturel breton, sur le contexte européen et sur les évolutions voilées en cours dans les partis politiques classiques, pour lancer eux-mêmes le débat et en retirer les dividendes. Sur le fond, leur démarche consisterait à encourager l'évolution de l'Europe vers une organisation fédérale, au sein de laquelle la Bretagne puisse obtenir un statut autonome comparable à celui de la Catalogne ou de l'Écosse. Tout le problème, cependant, serait celui de la forme choisie, c'est-à-dire des méthodes politiques employées. Aujourd'hui, en effet, les autonomistes sont handicapés : leur image est négative parce que l'opinion les associe au nationalisme, à l'autoritarisme et à un repli sur soi autarcique. De plus, leurs moyens humains, financiers et matériels semblent être limités. Et enfin, ils ne peuvent compter sur aucun soutien de la part des partis politiques classiques car, au sein de chaque parti, les partisans d'un État unitaire sont leurs adversaires et les régionalistes sont leurs concurrents. Toute alliance qu'ils seraient susceptibles de nouer risquerait donc de se faire à leurs dépens. Leur seule solution consisterait donc à faire ce que le mouvement breton n'a jamais fait : axer toute leur action sur une stratégie de séduction de la population. Soit, de façon directe, en s'organisant en réseaux implantés localement ; soit, de façon indirecte, en recourant à des stratégies spectaculaires non violentes — et peut-être même, humoristiques — que les médias relaieraient.

## **Conclusion**

La densité des émotions liées à l'identité bretonne et le caractère sacré de la tradition républicaine française dont elle paraissait être l'antithèse, nous ont fait parler d'un tabou breton. Celui-ci semble à présent susceptible d'être levé et nous avons envisagé trois scénarios selon lesquels les Bretons pourraient croquer le fruit défendu. Aucun d'entre eux, et de ses variantes, ne paraît aller de soi. Cependant, l'essor culturel actuel ne plaide pas en faveur du statu quo mais plutôt du changement. Tout ce que l'on peut souhaiter, c'est que celui-ci fasse, sereinement, progresser la démocratie.

---

<sup>1</sup> Dupont, Gaëlle, Grosrichard, François et Valo, Martine, « Une forte identité culturelle sous-représentée politiquement », *Le Monde* du vendredi 21 avril 2000, p. 6.

<sup>2</sup> Sondage sur *L'image des régions vues par les Français* effectué par la Sofres du 24 au 28 mai 1991 pour *Sélection du Reader's Digest* auprès d'un échantillon national de mille personnes.

<sup>3</sup> Cojean, Annick, « Un "oui" breton et massif », *Le Monde*, 1<sup>er</sup> octobre 1992, pp. 1 et 10.

<sup>4</sup> Cf., notamment, « Déficit de communication chez les langues régionales », *Charlie Hebdo*, 7 octobre 1998 ou « Bientôt : Canal réac, la télé en breton », *Charlie Hebdo*, 26 août 1998.

<sup>5</sup> De Saint-André, *Jeu des échecs moralisés, fin XIV<sup>e</sup> siècle*, v. 300 et sqq. in Piriou, Yann-Ber, *Contribution à une histoire de la littérature bretonne perdue, thèse*, Université de Haute Bretagne, 1982, cité par Corbel, Pierre, *La figure du Gallo*, thèse pour le doctorat de troisième cycle de sociologie, Université de Paris-x Nanterre, 1984, tome III, p. 38.

<sup>6</sup> Flaubert, Gustave, *Voyage en Bretagne, Par les champs et par les grèves*, présentation par Maurice Nadeau, Paris, Éditions Complexe, 1989, pp. 197-198.

<sup>7</sup> Balzac, Honoré de, *Les Chouans*, Paris, Gallimard, 1972, p. 118.

<sup>8</sup> Flaubert, *op. cit.*, p. 196.

<sup>9</sup> Lettre de Victor Hugo à Louis Boulanger, citée in Balcou, Jean et Le Gallo, Yves, *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, tome II, p. 13.

<sup>10</sup> Hugo, Victor, *En voyage*, Œuvres complètes tome II, p. 52, cité in Corbel, Pierre, *La figure du Gallo*, thèse pour le doctorat de troisième cycle de sociologie, Université de Paris-x Nanterre, 1984, tome III, p. 39.

<sup>11</sup> Lettre de Victor Hugo écrite le 25 juin 1836 de Saint-Malo, citée par A. Dupouy, *Michelet en Bretagne, Journal d'août 1831*, Paris, Horizons de France, 1947, pp. 152-153.

<sup>12</sup> Pantalon bouffant caractéristique du costume traditionnel masculin de Cornouaille.

<sup>13</sup> Sabots de bois.

<sup>14</sup> An Du, Klaoda, *Histoire d'un interdit, le breton à l'école*, Lesneven, 1992, Hor Yezh, p. 38.

<sup>15</sup> Ory, Pascal, « La Bretagne dans la littérature enfantine et la bande dessinée », in Balcou et Le Gallo (dir.), *Histoire littéraire et culturelle de la Bretagne*, Paris-Genève, Champion-Slatkine, 1987, t. 3, p. 373.

<sup>16</sup> Cf., par exemple, Le Berre, Annie, « Bretagne : terra incognita ? À propos d'une enquête sur la connaissance de la Bretagne dans une classe de première brestoïse, année scolaire 1987-1988 », *La Bretagne linguistique* n° 5, Brest, 1989, pp. 197-218 et Le Coadic, Ronan, 1994, *op. cit.*, p. 27.

<sup>17</sup> Renan, Ernest, *Qu'est-ce qu'une nation ? et autres essais politiques*, textes choisis et présentés par Joël Roman, Paris, Presses Pocket, 1992, pp. 42-43.

<sup>18</sup> Weber, Eugen, *La fin des terroirs. La modernisation de la France rurale. 1870-1914*, Paris, Fayard, 1992, p. 695.

<sup>19</sup> Lavis, Ernest, *Questions d'enseignement national*, Paris, Armand Colin, 1885, cité in Gendre, Claude et Javelier, Françoise, *École, histoire de France et minorités nationales*, Lyon, Éditions Féderop, 1978, p. 25.

<sup>20</sup> Étienne, Bruno, *Une grenade entrouverte*, Paris, 1999, Éditions de l'Aube, p. 112.

<sup>21</sup> Ferry, Jean-Marc, « Qu'est-ce qu'une identité postnationale ? », *Esprit*, 164, 1990, p. 88.

<sup>22</sup> Ferry, Jules, *Débats parlementaires*, 28 juillet 1885, cité in Girardet, Raoul, *op. cit.*, pp. 13-14.

- <sup>23</sup> Memmi, Albert, *Portrait du colonisé*, précédé de Portrait du colonisateur et d'une préface de Jean-Paul Sartre, Paris, Gallimard, 1985, p. 55.
- <sup>24</sup> Idem, p. 57.
- <sup>25</sup> Girardet, Raoul, *Le nationalisme français, Anthologie 1871-1914*, Paris, Éditions du Seuil, 1983, p. 21.
- <sup>26</sup> Barrès, Maurice, « La Terre et les Morts », conférence prononcée le 10 mars 1899 sous les auspices de la Ligue de la Patrie Française, *Scènes et doctrines du nationalisme*, Paris, Plon, 1902, cité in Girardet, Raoul, *op. cit.*, p. 186.
- <sup>27</sup> Michelet, Jules, *op. cit.*, pp. 259 ss. et pp. 278 ss., cité in Girardet, Raoul, *op. cit.*, pp. 28-29.
- <sup>28</sup> Hugo, Victor, *Quatrevingt-treize*, préface d'Yves Gohin, Paris, Gallimard, 1979, p. 251.
- <sup>29</sup> Le Genèse, 3-1. *La chute originelle*.
- <sup>30</sup> Revue littéraire des années 1930 et 1940 qui a eu une influence décisive sur l'évolution de la langue bretonne écrite.
- <sup>31</sup> Memmi, Albert, *op. cit.*, p. 14.
- <sup>32</sup> Taylor, Charles, *Multiculturalisme. Différence et démocratie*, Paris, Flammarion, 1997, p. 42.
- <sup>33</sup> F.L.B., « Tactique et stratégie de notre combat », *Emgann*, cité in Le Coadic 1984, *op. cit.*, p. 101.
- <sup>34</sup> Selon le titre de l'ouvrage de Ronan Caerleon, *Le rêve fou des soldats de Breiz Atao*, Quimper, Nature et Bretagne, 1975.
- <sup>35</sup> En avril 2000, l'attentat de Quévert — le plasticage d'un restaurant McDonald, attribué par la police à l'A.R.B. (Armée Révolutionnaire Bretonne) — a fait une victime, pour la première fois dans l'histoire bretonne.
- <sup>36</sup> Front de Libération de la Bretagne, organisation indépendantiste clandestine.
- <sup>37</sup> F.L.B., « Tactique et stratégie de notre combat », *Emgann*, cité in Le Coadic 1984, *op. cit.*, p. 101.
- <sup>38</sup> F.L.B., *Communiqué 544*, Nantes, 6 juillet 1978, cité in Le Coadic 1984, *op. cit.*, p. 75.
- <sup>39</sup> Union Démocratique Bretonne, parti autonomiste de gauche.
- <sup>40</sup> Le Coadic 1998, *op. cit.*, pp 341 ss.
- <sup>41</sup> *Les Bretons, les habitants de la Loire-Atlantique et la question régionale*, sondage exclusif CSA-Le Télégramme-Presse Océan, septembre 2000. 23 % des habitants de la Bretagne historique (région Bretagne et département de Loire-Atlantique) se disent « tout à fait » ou « assez » favorables « à ce que la Bretagne devienne indépendante ».
- <sup>42</sup> Gellner, Ernest, *Nations et nationalisme*, traduit de l'anglais par Bénédicte Pineau, Paris, Éditions Payot, 1989, p. 11.
- <sup>43</sup> Flaubert, Gustave, *Voyage en Bretagne, Par les champs et par les grèves*, présentation par Maurice Nadeau, Paris, Éditions Complexe, 1989, p. 122.
- <sup>44</sup> La majorité des Bretons se dit favorable à une augmentation des pouvoirs de la région. Les chiffres vont de 57 à 67 % selon le domaine de compétence évoqué. (Sondage CSA-Le Télégramme-Presse Océan, septembre 2000.)
- <sup>45</sup> Touraine, Alain, « Faux et vrais problèmes », in Wieviorka, Michel (dir.), *Une société fragmentée ? Le multiculturalisme en débat*, Paris, Éditions La Découverte, p. 303.
- <sup>46</sup> Wieviorka, Michel, « Culture, société et démocratie », in Wieviorka, Michel (dir.), *Une société fragmentée ?*, *op. cit.*, p. 36.
- <sup>47</sup> Gellner, Ernest, *op. cit.*, p. 194.
- <sup>48</sup> Gellner, Ernest, *op. cit.*, p. 15.
- <sup>49</sup> Selon les résultats d'un sondage mené par la Sofres en 1991 (pour *Sélection du Reader's Digest*) sur « L'image des régions vue par les Français », la Bretagne obtient le meilleur capital de sympathie de toutes les régions, avec 80 % de personnes qui répondent avoir « beaucoup » ou « assez de sympathie » pour les Bretons.
- <sup>50</sup> Littéralement : « fête de nuit » ; bals traditionnels bretons remis au goût du jour.
- <sup>51</sup> Durkheim, Émile, *Les formes élémentaires de la vie religieuse : le système totémique en Australie*, Paris, Puf, 1979 (première édition : 1912), p. 295.
- <sup>52</sup> Durkheim, Émile, *Le suicide*, Paris, Puf, 1986 (première édition : 1897), p. 173.
- <sup>53</sup> Le Coadic, Ronan, *L'identité bretonne*, *op. cit.*, p. 418.

---

<sup>54</sup> Rares sont les personnes qui savent établir la différence entre des options pourtant aussi distinctes que l'autonomisme et le nationalisme.

<sup>55</sup> Braud, Philippe, *Le jardin des délices démocratiques*, Paris, Presses de la FNSP, 1991, p. 129.